

---

favorable à l'égard du Canada de la part de gouvernements européens particuliers. Cela peut, à son tour, influencer la position de ces mêmes gouvernements lorsque, à titre de membres de la CEE, ils doivent prendre des mesures qui touchent les intérêts du Canada. Un bon exemple de cette influence réciproque est l'initiative qu'a prise le Gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest pour souligner directement les intérêts économiques du Canada dans le communiqué émis par les chefs du gouvernement de la CEE l'année dernière. Nous avons de bonnes raisons de croire que cette mesure découle de l'importance que les Allemands continuent à attacher au maintien de la présence canadienne en Europe.

Comme vous le savez, le Canada fait un effort particulier pour établir des relations satisfaisantes avec la nouvelle Communauté économique européenne élargie. D'importants intérêts économiques canadiens sont en jeu, par suite particulièrement de l'adhésion de la Grande-Bretagne à cet organisme. Dans la mesure où nous continuons à jouer un rôle positif et constructif au sein de l'OTAN, je suis convaincu que notre participation à l'Alliance ne peut que nous aider à établir de bonnes relations de travail avec la CEE.

C'est en grande partie grâce à la force et à la solidarité de l'OTAN que, non seulement a été maintenue la paix, mais que, également, des progrès ont été réalisés jusqu'à ce jour sur les questions en litige entre l'Est et l'Ouest. Le Gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest a reconnu que sa politique d'ouverture à l'Est n'aurait pas pu réussir sans l'appui de ses alliés. La voie qui a mené à l'ouverture des négociations à Helsinki lors de la CCSE, et à Vienne, sur la RERF, a exigé un effort diplomatique prodigieux de la part de tous les intéressés ainsi que des consultations minutieuses et prudentes au sein de l'OTAN. Il existe en Europe la conviction profonde, que nous partageons d'ailleurs, selon laquelle la solidarité de l'OTAN devra se maintenir pendant toutes les négociations qui ont déjà été amorcées.

Notre adhésion à l'OTAN constitue notre carte d'admission aux consultations et aux tables de négociations de l'Alliance. Ce fait est particulièrement important au moment où le Canada participe directement à deux rondes de négociations distinctes, mais liées entre elles, qui annoncent une nouvelle étape dans la réduction des tensions et l'assurance de la sécurité en Europe et dans le monde. Les premières sont les pourparlers préliminaires multiples en Europe qui sont en cours à Helsinki depuis le mois de novembre de l'année dernière et auxquels participent quelque 35 pays. Les intérêts du Canada tiennent étroitement aux articles à l'ordre du jour de la CCSE, et il convient de signaler tout particulièrement les questions économiques et de liberté de déplacement pour illustrer toute la

---